



Y A-T-IL UNE IDENTITE NATIONALE BOSNIAQUE ?

Mémoire de géopolitique

de l'ingénieur en chef de l'armement Thierry CARLIER

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique et religions"

D i r e c t e u r : A y m e r i c CHAUPRADE

Avril 2003

Y a-t-il une identité nationale bosniaque ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : PLUSIEURS ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UNE NATION
EXISTENT MAIS LE FACTEUR RELIGIEUX PERTURBE L'ECLOSION D'UNE
VERITABLE CITOYENNETE

Les éléments constitutifs d'une nation

Le rôle fondamental du facteur religieux et le durcissement des nationalismes
identitaires à partir du XIXème siècle

DEUXIEME PARTIE : LE CONFLIT DE 1992-1995 ET LES EVOLUTIONS
RECENTES : L'ECHEC DE LA VISION PUREMENT VOLONTARISTE DE
CONSTITUTION D'UNE NATION

Une analyse des causes du déchirement du conflit bosniaque et leur lien avec l'identité
nationale

Les suites du conflit et les évolutions récentes : un diagnostic plutôt pessimiste

INTRODUCTION

L'effondrement du communisme, au début des années 90, a réveillé de vieilles fractures.

Durant près de cinquante ans, après la seconde guerre mondiale, la domination communiste n'a fait que geler les problèmes tant des minorités que de l'expression des nationalités en Europe orientale. La crise économique et sociale, très rapidement, a offert un terrain propice aux surenchères nationalistes dans des pays qui n'ont guère de tradition démocratique.

Alors que la division de la Tchécoslovaquie s'est déroulée pacifiquement le 31 décembre 1992, l'éclatement de la Yougoslavie a entraîné un violent conflit qui a impliqué toute la communauté internationale à partir de 1991.

Au moment où la guerre éclate, chacune des six républiques abrite d'importantes minorités mais c'est la Bosnie-Herzégovine (4,4 millions d'habitants) qui est l'Etat le plus éclaté : 44% de Musulmans, 31% de Serbes, 18% de Croates.

Alors que le maréchal Tito (mort en 1990) impose un profil bas aux revendications des nationalités, les tensions ethniques s'avivent dans les années 80.

La guerre gagnera rapidement la Bosnie, reconnue comme Etat souverain en avril 1992, par les Etats de la CEE. Les communautés serbes s'insurgent et parviennent, avec l'aide de la Serbie, à conquérir les deux tiers de la Bosnie dont ils chassent les habitants.

Durant cette phase du conflit, les forces de l'ONU (la FORPRONU) se déploient en Croatie, en Bosnie et, de façon préventive, en Macédoine. Malgré la mise en place de "zones de sécurité" pour protéger les musulmans dans l'est de la Bosnie à partir du printemps 1993, les forces de l'ONU ne peuvent empêcher la progression des troupes serbes. L'OTAN, chargée au printemps 1993 de faire respecter l'interdiction de survol en Bosnie, recourt à la force contre les troupes serbes à partir de 1994. Les plans de paix élaborés par les émissaires de l'Union européenne et de l'ONU se succèdent en vain.

Un "groupe de contact" réunit à partir d'avril 1994 les principales puissances (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne puis Italie). C'est une nouvelle phase du conflit. Le gouvernement serbe accepte de rompre officiellement avec les Serbes de Bosnie, dont l'intransigeance avait fait échouer les plans de paix. La conquête des zones de sécurité de Srebrenica et Zepa par les Serbes de Bosnie, à l'été 1995, amène les Etats-Unis à intervenir. Pendant que les Croates récupèrent la Krajina par une offensive rapide, des négociations s'engagent sur le sort de la Bosnie. L'accord conclu à Dayton, aux Etats-Unis (novembre 1995), et signé à Paris, prévoit le redéploiement et le désarmement des forces en présence, le maintien de l'Etat de Bosnie-Herzégovine constitué de deux entités (une fédération croato-musulmane occupant 51% du territoire et une République des Serbes de Bosnie qui en occupe 49%), des élections libres et l'ouverture de négociations sur le désarmement régional sous l'égide de l'OSCE. L'application du plan de paix est garantie par le déploiement de troupes de l'OTAN (IFOR puis SFOR).

Au total, la guerre de Bosnie a fait 200 000 morts, un million de réfugiés et un million de déplacés.

En dépit de l'investissement fait par la communauté internationale (1 milliard de dollars par an sans compter le coût de la force militaire), la Bosnie-Herzégovine ne paraît pas avoir d'autre avenir que de demeurer un protectorat international : les deux entités se développent séparément, les institutions communes fonctionnent mal, les réfugiés ne sont pas rentrés dans les zones où ils étaient minoritaires, la vie politique reste dominée par les partis nationalistes des trois "ethnies", la vie économique reste largement tributaire de l'aide internationale.

Ce constat est-il définitif et comment en est-on arrivé là ? La Bosnie-Herzégovine est-elle condamnée à ce fractionnement sous l'égide de la communauté internationale ou peut-elle envisager de retrouver, de reconstituer son unité et un vouloir vivre ensemble dans le cadre d'un Etat-nation?

Pour apporter quelques éclaircissements à ce débat d'une rare complexité, il convient d'abord de se poser la question qui est au cœur du passé comme de l'avenir de la Bosnie-Herzégovine:

Y-a-t-il une identité nationale bosniaque ?

Pour tenter d'appréhender ce sujet, il est indispensable de s'interroger sur le concept même de nation, ce qu'il signifie, ce qu'il implique et il est, dans un premier temps, nécessaire de retourner aux sources de l'expression du sentiment national, dans ce XIXème siècle qui fut, fondamentalement, le siècle des nationalités.

Le XIXème siècle voit s'affronter une conception ouverte et une conception fermée de la nation.

A la vision républicaine française, ouverte par essence dès lors qu'elle se fonde sur des valeurs universelles, on oppose traditionnellement une approche allemande attachée à l'ethnicité.

Inséparable de la construction de la citoyenneté, la nation à la française apparaît d'autant plus ouverte que, rejetant tout fondement naturaliste, elle se présente comme une institution, une communauté politique forgée autour d'un projet partagé. Quiconque y adhère peut entrer dans la nation dont la vocation touche ainsi paradoxalement à l'universel.

C'est Renan qui théorise le mieux cette conception, qui s'inspire largement du pacte civil de Stuart Mill. Pour lui, c'est "un plébiscite de tous les jours... Une nation est une âme, un principe spirituel qui doit, avec la science, combler les aspirations du peuple..; C'est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices, de dévouements; avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple" Opposé à la dimension universelle à la française, la conception "allemande", fermée, privilégie la culture locale et s'inspire largement du romantisme.

Elle fait passer de l'affirmation d'une spécificité nationale à celle d'une supériorité nationale.

Cette dimension du nationalisme commence à se dessiner au début du XIXème siècle, en partie par réaction à l'omniprésence de la pensée et de la culture française. On appelle "allemande" cette conception qui se fonde sur une vision organique de la communauté nationale et qui fait primer l'ordre social sur l'ordre politique, car elle est essentiellement l'œuvre de penseurs germaniques. Ses principaux théoriciens restent Herder et Fichte.

Le premier, notamment, s'oppose à la conception abstraite de la nation développée par la Révolution française dont la prétention universaliste lui paraît contre nature dans la mesure où la nation est, au contraire, essentiellement une communauté d'hommes, un peuple uni par des liens culturels : même origine ethnique, même religion et surtout même langue, créant ainsi ce que l'on appelle un *volksgeist*, l'esprit national.

Dans une telle optique, on naît membre d'une nation mais on ne peut le devenir par un acte de volonté ; à la différence du projet français qui place le volontarisme au cœur de la démarche, la nation est ici un déterminisme qui se transmet par héritage.

Ce rappel historique permet de mieux apprécier la diversité des approches du phénomène nationaliste et montre bien la difficulté de son analyse et de sa complexité.

Ainsi, pour reprendre cette distinction, qui mériterait d'ailleurs d'être nuancée, en la situant dans le cadre de la Bosnie, peut-on imaginer l'approfondissement d'une citoyenneté "bosnienne" permettant de regrouper dans un même sentiment national les Musulmans, Croates et Serbes? Ou doit-on plutôt envisager une construction nationale à partir des seuls Musulmans, revendiquant une même ethnie, une même religion, une même langue?

La question de l'Etat et de la nation n'est pas surfaite. Edgar Morin parle de cet Etat-nation qui se nourrit d'un double amour : un amour maternel pour la nation, cette mère-patrie qui restaure à la dimension moderne la chaleur de la famille et du clan, perdue du fait même de la modernité; et un amour paternel pour l'Etat, auquel on doit une obéissance rassurante.

Appliqué au cas de la Bosnie-Herzégovine, peut-on parler d'un amour authentique pour la "nation bosnienne" et l'amour paternel peut-il s'incarner dans un Etat respecté et craint ou bien celui-ci est-il au contraire piétiné par les nationalismes et soumis à la loi des barrières communautaires ?

La confusion involontaire entre l'ethnie et la nation est chose fréquente. Il est possible de définir l'ethnie comme un groupe d'appartenance qui ne possède pas nécessairement d'organisation politique et qui repose sur deux dimensions : une communauté historique et une spécificité culturelle. Communément, l'ethnie est plus spontanée et moins achevée que la nation et celle-ci souvent consciente d'elle-même par le malheur et la guerre, se démarque du peuple par l'apparition et la diffusion de l'idée d'indépendance. De plus, la nation veut être dirigée par un de siens.

Si une ethnie revendique son droit à être reconnue comme une nation, cela signifie qu'elle cherche à faire coïncider la communauté historico-culturelle avec une organisation politique dirigée par les siens.

*

* *

Pour tenter de savoir s'il existe une identité nationale bosniaque, nous chercherons dans une première partie les quelques facteurs permanents, de caractère essentiellement historique, qui sont autant d'éléments constitutifs d'une nation et la manifestation d'un vouloir vivre ensemble. Puis nous constaterons que ces facteurs d'intégration sont, par ailleurs, contredits par une dimension très spécifique aux Balkans, la religion, qui impose une confusion entre confessionnalisme et nationalité et perturbe profondément l'éclosion de la citoyenneté qui est au cœur de la construction nationale.

Dans une deuxième partie, nous examinerons, à l'aune du dernier conflit et des déchirements particulièrement meurtriers de la Bosnie, qui ont ruiné toute idée de nation par une haine de l'autre allant jusqu'au nettoyage ethnique, quels sont les partages de responsabilité entre la carence du sentiment national et d'autres facteurs explicatifs, extérieurs à celui-ci. Enfin, nous tenterons, à partir de l'analyse de la situation actuelle, de déterminer quels sont les obstacles et les atouts à la construction d'une nation en Bosnie.

1. PLUSIEURS ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UNE NATION EXISTENT MAIS LE FACTEUR RELIGIEUX PERTURBE L'ECLOSION D'UNE VERITABLE CITOYENNETE.

1.1. Des éléments constitutifs d'une nation :

Trouvant leur source dans l'histoire et dans la géographie, plusieurs facteurs intégrateurs, d'ordre essentiellement culturels, sont en général, systématiquement présents dans le processus de construction nationale, même si leur manifestation n'est pas à elle seule suffisante pour créer une nation.

Seront ici examinés la géographie (qui permet d'inscrire précisément le sentiment national dans un territoire aux frontières reconnues et acceptées et de mettre en avant l'existence d'un berceau commun), l'origine ethnique (qui assure des ancêtres communs), la langue (qui favorise la parfaite communication et le développement des échanges entre citoyens autour d'un patrimoine culturel partagé), les références historiques (qui privilégient la constitution d'un panthéon des grands hommes de la nation, nourrissant une ferveur et une admiration commune) et, enfin les mythes identitaires (qui, même s'ils sont fantasmés, servent de ciment à la cohésion nationale en mettant en exergue ses singularités irréductibles).

1.1.1. La géographie :

L'actuelle Bosnie-Herzégovine est, pour l'essentiel, délimitée par des frontières naturelles.

Au nord, les rivières Una et Save et, au sud, les lignes de crête de la région du Karst, sur le versant méridional des Alpes dinariques, la séparent de la Croatie et de ses deux principales régions, la Slavonie et la Dalmatie.

A l'est, la Drina la sépare de la Serbie.

La nature de ces frontières explique certainement leur ancienneté. Elles sont en effet, comme le rappelle Xavier Bougarel, "les plus ancrées historiquement de toutes les frontières entre républiques de l'ex-Yougoslavie".

La Bosnie a, tout au long de son histoire, réussi à conserver une certaine continuité territoriale: composée de six provinces (oblasti), celles-ci ont ultérieurement correspondu aux six Kreise de l'Empire austro-hongrois, eux même institués sur la base des six sandjaks que l'Empire ottoman avait mis en place.

Les frontières de la Bosnie avec la Croatie remontent au XVIIIe siècle, celles avec la Serbie et le Monténégro n'ont guère été modifiées depuis le XIXe siècle.

1.1.2. L'origine ethnique :

Avec les invasions slaves et bulgares des VI-VII siècles, les anciens peuples des Balkans furent très vite slavisés.

Les Serbes , le Croates et les Bosniaques sont de souche commune slave. Les Slaves, qui s'implantèrent dans cette région à la fin du VI siècle et au début du VII siècle n'étaient pas seulement des pillleurs mais aussi des agriculteurs et des colons.

Venant d'Orient, près de la mer Noire, d'une souche mixte de Slaves et de Samartiens, les Croates furent amenés dans les Balkans à la demande de l'empereur byzantin afin d'en chasser les terribles Avars.

Les Serbes s'y installèrent en même temps que les Croates, dont ils étaient très proches.

Dès le VIIe siècle le fonds slave prédomine dans cette région des Balkans, s'étant substitué aux anciens peuples balkaniques, à l'exception notable des Grecs, des Illyriens et des Daces.

Les Slaves connurent très tôt, dès avant notre ère, une formidable expansion géographique, tout d'abord en direction de l'est, vers le Don et le Donets, puis du sud et de l'est.

Ils eurent à subir la domination, et l'influence culturelle, de diverses peuples nomades ou semi-nomades, iraniens (les Sarmates), germaniques (les Goths) ou, encore, ouralo-altaïques (les Huns et les Avars), qui avaient, à tour de rôle, traversé et conquis le vaste territoire qu'ils occupaient. Les slaves commencèrent à occuper, à partir du Vè siècle, les territoires laissés vacants par les Germains aux frontières de l'Empire romain.

A partir de la seconde moitié du VIè siècle, les Slaves furent, pour la plupart d'entre eux, assujettis aux Avars, qui, ayant quitté l'Asie Centrale, venaient de s'installer en Pannonie.

C'est dans les dernières années du siècle que se joua le destin des Balkans, y compris celui de la future Bosnie-Herzégovine.

Fort de ses succès militaires, l'empereur Justinien avait réorganisé la défense de l'Empire en doublant d'une ceinture de fortifications le limes qu'il avait restauré, mais faute d'effectifs suffisants, ce dispositif ne put empêcher les nombreuses infiltrations slaves et Avars.

Dès 578, les Slaves lancèrent d'importantes expéditions dans le sud de la péninsule balkanique où ils commencèrent à s'implanter massivement vers 586. Dans le même temps, les Avars donnaient l'assaut aux lignes de défense byzantines sur le Danube.

Celles-ci cédèrent entre les années 593 et 596, puis ce fut au tour des dernières villes de la région de tomber aux mains des Avars, en 613 et 614, au début du règne d'Héraclius, exception faite de quelques ports dalmates. Les masses slaves purent alors sans aucune difficulté coloniser le nord des Balkans.

Les Slaves se seraient établis à demeure dans ce qui est aujourd'hui la Bosnie-Herzégovine à la fin du VI^e siècle et au début du VII^e siècle.

A cette première vague d'envahisseurs slaves succéda, dans le deuxième quart du VIII^e siècle, une seconde vague, celle des Croates et des Serbes.

A s'en tenir au récit de l'empereur byzantin Porphyrogénète, une fraction des peuples croates et serbe aurait quitté, sous le règne d'Héraclius, leur foyer situé en Croatie blanche, au nord des Carpathes et en Serbie blanche, au nord de la Bohême. Les Croates se seraient rendus en Dalmatie, où, après avoir combattu les Avars, alors maîtres du pays, ils en auraient massacré un certain nombre et auraient soumis les autres. Ayant ainsi pris possession de la Dalmatie, certains d'entre eux auraient ensuite occupé l'"Illyricum" et la Pannonie. Quant aux Serbes, fuyant la domination franque, ils se seraient réfugiés auprès de l'empereur Héraclius, qui les aurait établis à Thessalonique et se seraient ensuite emparés du territoire de la Serbie actuelle d'où ils auraient chassé les Avars.

Une fusion s'opéra ensuite entre les Slaves, les Avars, les Croates et les Serbes.

C'est dans ce creuset que naquirent au Moyen-Age différents Etats, parmi lesquels figurait le Banat de Bosnie.

1.1.3. La langue :

Ensemble linguistique le plus important des pays slaves du sud, le serbo-croate est parlé dans les quatre cinquièmes du territoire yougoslave, par environ seize millions de locuteurs.

Cet ensemble dialectal concerne quatre républiques : Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro; et quatre nationalités : Serbes, Croates, Musulmans et Monténégrins.

Les quatre républiques appartiennent à une même zone linguistiquement homogène : on y parle des dialectes stokaviens qui, depuis le XIX^e siècle sont seuls à la base de la langue écrite.

A l'intérieur de cette zone dialectale, il n'existe pas de différence de langue ou de prononciation qui distingue à coup sûr les divers peuples les uns des autres. Il n'y a pas un seul trait qui opposerait, par exemple, la façon de parler de tous les Serbes à celle de tous les Croates ou Bosniaques. Il est donc impossible de définir un "accent serbe" ou un "accent croate" ou un "accent bosniaque", comme on peut distinguer un "accent belge" ou un "accent canadien".

La plus importante différence est celle qui oppose les dialectes dits iékaviens à l'ouest et ékaviens à l'est.

Là où l'on dit ije ou je (prononcés iyé ou ié) dans les premiers, on a e (é) dans les seconds. On parle iékavien dans toute la Bosnie mais souvent les deux dialectes se mélangent. Ainsi le grand romancier bosniaque, Ivo Andric, écrit en ékavien, conformément à la norme serbe mais fait parler ses personnages en iékavien. Dans les interviews des journaux, les questions sont souvent dans un des dialectes et les réponses dans l'autre.

1.1.4. Les références historiques :

• **Le temps du ban Kulin**

A partir du XII^e siècle, lorsque la Bosnie sortit de l'orbite byzantine, ce ne fut pas pour retomber dans celle de la Hongrie, bien que par traité cette dernière s'y soit vu reconnaître des droits souverains.

Tout au long du Moyen - Age, les Hongrois s'efforceront, parfois avec succès, le plus souvent en vain, de ramener la Bosnie dans leur giron.

A partir des années 1180 et pendant près d'un quart de siècle, grâce à Kulin, devenu ban dans des conditions que nous ignorons, la Bosnie connut une exceptionnelle période d'indépendance, de paix et de prospérité qui marqua les consciences au point qu'on parlait encore, il y a peu, du "temps du ban Kulin" pour désigner un Age d'Or révolu. Après avoir affirmé et consolidé l'existence de l'Etat bosniaque, le ban Kulin accorda en 1189 aux citoyens de Raguse, dans le plus ancien document en serbo-croate qui soit parvenu jusqu'à nous, le droit de commercer librement sur ses terres, y encourageant ainsi les échanges et l'activité économique. Toutefois, les relations entre la Bosnie et la République de Raguse ne se limitaient pas au seul domaine économique puisque la Bosnie constituait un évêché catholique placé sous la juridiction de l'archevêque du grand port dalmate.

• **L'Eglise bosniaque :**

En 1192, les Hongrois, dans un effort pour reprendre pied en Bosnie, demandèrent au pape Célestin III de transférer cet évêché dans l'archidiocèse de Split, qu'ils contrôlaient, mais Kulin parvint à contrecarrer ce projet.

Par la suite, les Hongrois s'employèrent à démontrer que la Bosnie était un foyer d'hérésie, afin d'obtenir du Pape la mission d'y mener croisade et d'y restaurer ainsi leur autorité.

Cette accusation reposait, en réalité, non pas à l'adhésion des habitants de Bosnie à une quelconque hérésie mais plutôt sur le fait qu'ils avaient accordé l'asile à des cathares chassés de Dalmatie.

De plus, leur catholicisme aurait, il est vrai, présenté quelques caractéristiques qui l'éloignaient de la doxa, soit qu'il n'ait pas intégré les réformes grégoriennes, soit qu'il ait au contraire subi certaines dérives doctrinales imputables, en grande partie, à l'ignorance d'une partie du clergé.

Le pape Grégoire IX avait destitué de son diocèse l'évêque catholique vieux-slave de Bosnie, suspecté de favoriser l'"hérésie", et nommé à sa place un évêque latin.

Un autre pas fut franchi par Innocent IV vers 1252 lorsque l'évêché de Bosnie fut retiré à la juridiction de l'archevêque de Raguse pour être soumis à celle de l'archevêque hongrois de Kalocsa.

Cette décision pontificale déboucha sur un schisme, les catholiques bosniaques refusant de s'y plier et rompant les liens avec Rome.

Ainsi naquit l'Eglise bosniaque, en laquelle nombre d'historiens ont vu, semble-t-il à tort, une Eglise professant une hérésie dualiste, bogomile ou cathare.

• **L'apogée de l'Etat bosniaque médiéval et les figures de Stjepan Kotromanic et du roi Tvrtko**

Sous le règne du ban de Bosnie, Stjepan Kotromanic et celui de son neveu, Tvrtko, la Bosnie devait s'étendre territorialement aux dépens de ses voisins croate et serbe, au point d'atteindre, voire de dépasser en maints endroits, les frontières que nous lui connaissons aujourd'hui.

Elle connut également, sous l'impulsion des Ragusains, avec lesquels les Bosniaques n'avaient cessé d'être dans les meilleurs termes, un développement économique sans précédent dans son histoire.

Kotromanic ne se contenta pas de cultiver l'amitié du roi de Hongrie-Croatie, il réconcilia aussi la Bosnie avec Rome – sans pour autant mettre en cause l'existence de l'Eglise bosniaque schismatique – en acceptant dans les années 1240 l'envoi d'une mission franciscaine sur ses terres. Cette orientation pro-romaine peut étonner de la part d'un prince qui n'était pas catholique, mais probablement orthodoxe, et qui ne se convertit au catholicisme qu'aux alentours de 1347. Les raisons d'une telle orientation sont évidemment politiques : il s'agissait pour Kotromanic de consolider l'indépendance bosniaque tout en évitant de fournir des prétextes, notamment religieux, aux éventuels conflits auxquels la mise en œuvre d'un tel dessein pouvait donner lieu.

Quant à son neveu, Tvrtko, il fut, en 1377, proclamé "roi de Serbie, de Bosnie et des terres littorales". Le titre de roi de Bosnie, qui n'avait aucune reconnaissance internationale, se voyait ainsi légitimer.

Ultérieurement, le nouveau roi rajoutera à son titre celui de roi de Croatie et de Dalmatie.

Mais son œuvre, comme celle de bien des grands créateurs d'Etat de l'époque médiévale (à l'instar par exemple de l'empire de Dusan pour les Serbes), ne devait guère lui survivre. Sa construction était trop fragile et reposait entièrement sur l'allégeance personnelle des grands seigneurs, qui retirèrent leur foi à ses successeurs ou qui, devenus trop puissants face à un roi trop faible, en disposèrent longtemps à leur gré.

A la mort de Tvrtko et pendant près de trois quarts de siècle, jusqu'à ce que les Ottomans y missent un terme en imposant leur ordre, la Bosnie–Herzégovine sombra dans l'anarchie seigneuriale.

1.1.5. Les mythes identitaires :

C'est sous l'occupation austro-hongroise et avec le soutien des autorités d'occupation, bien décidées à contrarier les prétentions serbes et croates sur La Bosnie-Herzégovine, que se dessina l'historiographie nationale bosniaque ou musulmane.

Jusque là, les Bosniaques musulmans n'avaient pas ressenti le besoin de se chercher une histoire puisqu'ils en possédaient déjà une avec celle de l'Empire ottoman.

La vision du passé bosniaque pourrait rapidement se résumer en trois mots : indépendance, irréductibilité, continuité :

- la Bosnie aurait été indépendante jusqu'au XIX^e siècle, sinon de jure du moins de facto; ce qui sous-entendrait qu'elle existait en tant qu'entité politique depuis aussi longtemps que la Croatie et la Serbie,
- la Bosnie médiévale aurait possédé, avec sa propre religion (l'hérésie bosniaque, de facture bogomile, dont les racines seraient fort anciennes), sa propre écriture (la bosancica, distincte du glagolitique et du cyrillique), sa propre tradition artistique (représentée, entre autres, par les stecci, les monuments funéraires "bogomiles"), une civilisation irréductible à celle de ses voisins croates et serbes ; l'islamisation massive de la population, au lendemain de l'invasion ottomane, n'aurait évidemment fait que renforcer cette irréductibilité;
- il y aurait enfin, une continuité certaine entre le bogomilisme et l'islam bosniaque, entre la noblesse hérétique du Moyen Age et les seigneurs musulmans de l'ère ottomane, entre le royaume de Bosnie et l'eyabets qui lui succéda; ce qu'expliqueraient la conversion des bogomiles à l'islam et le respect par les Ottomans de la spécificité de la Bosnie-Herzégovine et des privilèges de sa noblesse qui se serait ralliée à eux.

Cette historiographie recoupe en de nombreux points l'historiographie titiste.

Cette coïncidence s'expliquait par la particulière attention que le régime de Tito portait à l'Islam et à la communauté nationale bosniaques qu'il s'efforçait d'instrumentaliser dans le cadre de sa rhétorique anti-fasciste et socialiste, dans le cadre également de ses rapports, au sein du mouvement des non-alignés, avec les pays arabes.

Les Bosniaques musulmans étaient décrits comme les héritiers d'une longue tradition de résistance qui avait débuté avec les bogomiles et leur "anticésaropapisme", s'était poursuivie avec leur ralliement à un islam plus tolérant que les Eglises chrétiennes, pour aboutir à l'anti-fascisme partisan dont la Bosnie-Herzégovine avait été le principal bastion.

Par ailleurs, et de façon beaucoup plus limité, l'illyrisme suscita en Bosnie-Herzégovine l'apparition d'un nationalisme local, attaché aux droits historiques d'un royaume médiéval que la domination étrangère n'aurait point rendus caducs (la province franciscaine de Bosna Argentina aurait recueilli certes l'héritage du Royaume de Bosnie mais aussi le souvenir reconstruit des Illyriens). Ceux-ci, non seulement s'intégrèrent à l'Empire romain mais en assurèrent, pendant une longue période, la direction. Les soldats illyriens finirent par élever à la dignité impériale plusieurs des leurs. Ces empereurs, en particulier Dioclétien, réussirent à sauver l'Empire à un moment critique de son histoire.

1.1.6. Des éléments de la vie collective : mariages mixtes – pratiques culinaires

Les mariages mixtes (union de couples de confession différentes) ou les pratiques culinaires largement similaires dans les trois communautés ne peuvent que jouer un rôle qu'il ne faut pas négliger dans la construction du sentiment national.

1.1.7. Le Komsiluk

Le terme "komsiluk", d'origine turque (il signifie voisinage), désigne les relations de voisinage dans leur ensemble.

Dans le contexte pluricommunautaire bosniaque, il a toutefois une double connotation, étant utilisé de façon privilégié pour désigner les bonnes relations entre voisins appartenant à

des communautés différentes. Le komsiluk désigne donc, en Bosnie, le système de coexistence quotidienne entre les différentes communautés.

Celui-ci s'exprime essentiellement à travers l'entraide dans le travail ou la vie quotidienne, l'invitation à la célébration des cérémonies religieuses et l'association aux événements de la vie familiale.

Dans ces trois domaines, il obéit à des règles strictes de respect et de réciprocité. Le komsiluk est souvent symbolisé par ce café sucré qui autour d'une table, se boit entre komsije.

Le komsiluk se constitue donc dans un espace de proximité et de quotidienneté dont l'Etat est absent, y institutionnalise ce pluralisme hiérarchisé et non territorial caractéristique de l'ordre communautaire ottoman, assure ainsi au niveau quotidien le caractère stable et pacifique de cet ordre communautaire.

La Bosnie-Herzégovine n'a pas fonctionné grâce à une tolérance multiculturelle magique, mais par une acceptation de l'autre à travers le prisme intercommunautaire : le komsiluk n'est pas un lien national unissant ses composantes mais un vecteur intercommunautaire réunissant celles-ci, tout en les tenant à des distances raisonnables.

L'autre reste l'autre, il est toujours autre. Il représente l'altérité, surtout dans un pays où les concurrences identitaires sont si vives.

De ce fait, au niveau politique, le komsiluk s'oppose à la citoyenneté et concrétise des relations de mitoyenneté.

La citoyenneté, en effet, est indissociable d'une communauté politique et territorialisée : la nation.

Le komsiluk, au contraire, est associé à une communauté non politique et non territoriale : le millet.

La citoyenneté en appelle à un individu abstrait, mettant de côté sa spécificité ethnique ou religieuse dès qu'il pénètre dans l'espace public abstrait qui le crée : la cité.

Le komsiluk repose au contraire sur un individu concret, réaffirmant son appartenance ethnique ou religieuse dès qu'il pénètre dans l'espace public concret qui le crée : la rue, le mahama, le village.

La citoyenneté bosniaque, concurrencée par le komsiluk, n'a donc guère pu s'affirmer en Bosnie.

Pour ne prendre qu'un exemple, entre 1882 et 1903, Benjamin Van Kallay, ministre des finances de l'Empire austro-hongrois, encouragea la notion de bosnjasko (bosniaquisme) afin d'encourager la vie commune chez les Bosniaques (de toutes les confessions) et de prévenir voire d'empêcher le séparatisme croate et serbe qui, sur fond de catholicisme et d'orthodoxie, commençait à se faire revendicatif.

Cette notion nourrissait par ailleurs une vision romantique de la Bosnie-Herzégovine rassemblant ces différentes composantes autour d'une histoire et d'une culture communes.

Elle n'eut aucun écho.

Avant l'"intégration nationale" du XIXe siècle, les noms des peuples étaient employés un peu au hasard, selon le besoin qu'ils avaient ou non de se distinguer de leurs voisins, et sans que le terme employé prétende représenter une réalité nationale exclusive.

Les musulmans de Bosnie avaient pu s'appeler autrefois presque indifféremment "Serbes" ou "Croates". Mais au XXe siècle, dès lors que ces noms ont acquis un contenu confessionnel, ils ne peuvent plus les accepter.

Le principe structurant de la société bosniaque n'est pas la citoyenneté mais l'appartenance communautaire : de 1910 à 1938, puis à nouveau à partir de 1990, toutes les élections en Bosnie-Herzégovine se sont soldées par une large domination des partis nationaux.

La nation, qui est une abstraction politique, a donc été tenue en échec et, dans un contexte à la fois favorable (références communes, langue..., comme nous l'avons vu dans la première partie) et défavorable (concurrence du komsiluk qui ne relève pas de la même philosophie et maintient le cadre communautaire), elle n'a su transcender les ethnies et se substituer aux communautés.

Il convient maintenant de se pencher sur les raisons de cette incapacité.

1.2. Le rôle fondamental du facteur religieux et le durcissement des nationalismes identitaires à partir du XIX ème siècle

Si, en France, l'Etat a façonné la nation, dans les Balkans la nation ou plus précisément la nationalité a précédé l'Etat.

La religion est dans ce pays davantage un support de l'affirmation identitaire qu'une pratique confessionnelle rigoureuse : les Bosniaques sont les moins pratiquants du monde et dans la grande église catholique de Sarajevo, on entend davantage parler français, allemand ou italien que croate.

Historiquement, les habitants de Bosnie-Herzégovine étaient tous bosniaques, de confession catholique, orthodoxe, juive ou musulmane. L'émergence des nationalismes au XIX^{ème} siècle et leur renforcement changèrent tout.

L'ethnonyme, le nom du peuple auquel on appartient, constitue l'un des éléments les plus importants de l'identité collective.

Le nom de Bosnie surgit dès le X^{ème} siècle sous la plume du Porphyrogénète, mais celui de ses habitants apparut plus tardivement.

Cela semble signifier que leur spécificité par rapport aux Croates et/ou aux Serbes ne s'est affirmée que progressivement, hypothèse corroborée par ce que nous savons de l'histoire de la Bosnie.

Par la suite, on remarquera qu'ils n'ont pas utilisé le même terme pour se nommer eux-mêmes, ni les autres peuples pour les désigner, avant et après la conquête ottomane.

Au Moyen-Age, les habitants de la Bosnie furent appelés *Bosnenses* en latin, *Bosnesi* en italien, et *Bosnani* dans diverses langues slave. De ce dernier mot dériverait le terme *Bosanci* (*Bosanac* au singulier) que l'on peut traduire par "Bosniens" figurant dans l'actuel vocabulaire serbo-croate. *Bosnjak* - Bosniaque en français – utilisés concurremment au terme précédent, proviendraient pour sa part du turc *Bosnaq*, vocable par lequel les Ottomans désignaient les musulmans originaires de leur eyalet de Bosnie et de certaines contrées voisines.

Aux XIX^è et XX^è siècles, les Turcs donnèrent ce nom aux réfugiés de confession islamiques venus de Bosnie, d'Herzégovine, de Serbie et du Monténégro, qui le reprirent à leur compte.

Mais en Bosnie-Herzégovine même, à l'époque ottomane, les musulmans s'affirmaient "turcs".

Pris ensuite en étau entre les affirmations nationales croates et serbe, une partie d'entre eux se prononça pour l'une ou l'autre d'entre elles tandis qu'à partir de 1918, la majorité choisit de se dire "yougoslave" ou "de nationalité indéterminée", avant d'opter pour la nationalité musulmane dont le régime communiste reconnut l'existence en 1968.

Cette décision traduisait sans doute moins le profond attachement des Bosniaques musulmans – qui, du fait de la sécularisation titiste, avaient basculé du statut de catégorie religieuse à celui de catégorie sociologique – à leur islamité, fût-ce d'un point de vue purement culturel, que l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de s'identifier à une nationalité croate ou serbe clairement associée au catholicisme ou à l'orthodoxie.

Et il est un fait qu'à l'origine, la spécificité des Bosniaques musulmans par rapport aux autres habitants de la Bosnie-Herzégovine reposait sur la pratique de l'islam et les différentes conséquences que cette pratique entraînait d'un point de vue social. On pense, entre autres choses, aux interdits alimentaires, à la polygamie, au port du voile par les femmes et à leur quasi-réclusion dans la partie de la maison qui, chez les musulmans les plus fortunés, leur était dévolue. Elle reposait aussi sur les dispositions du *kanum-i reaya* leur réservant, outre le port des armes, celui de certains vêtements en même temps que l'exercice de certaines professions, et, enfin, sur leur ottomanisation, qui, étroitement liée à leur conversion, s'était traduite par le choix de prénoms et de noms arabo- ou turco-musulmans, l'introduction dans leur langue d'un abondant vocabulaire ottoman et sa transcription en caractères arabes, l'adoption d'un mode de vie et, au-delà, d'une "mentalité" de coloration orientale.

Les Bosniaques musulmans contrevenaient cependant sur des points importants aux règles imposées par le droit islamique et n'usaient pas en revanche ou presque pas, de certaines facultés qui leur étaient reconnues : la prohibition de l'alcool n'était guère respectée par eux et le port du voile semblait ne pas avoir été en usage chez les femmes musulmanes d'Herzégovine, tout au moins hors des villes; quand à la polygamie, elle demeurait exceptionnelle en Bosnie-Herzégovine.

A l'inverse, les chrétiens paraissent y avoir imité, comme ailleurs dans les Balkans, certains usages liés à la pratique de l'islam tels que le port du voile et la quasi-réclusion des femmes ou la non consommation de viande de porc.

Le Serbe, le Croate, le Bosniaque ne peuvent donc être distingués que par leur appartenance confessionnelle.

A l'époque ottomane, les Bosniaques catholiques et orthodoxes se reconnaissaient d'abord comme "chrétiens" et les orthodoxes s'affirmaient comme "serbes" de surcroît, par référence non à une nation serbe mais à l'église dont ils relevaient – tandis que les Bosniaques musulmans se présentaient comme "turcs", signifiant par là qu'ils étaient de vrais croyants. Les racines historiques de ce phénomène sont à chercher dans l'empire ottoman. Dans cet Etat

multinational, gouverné par les musulmans mais tolérant pour les autres religions, les sujets non musulmans ou dhimmis étaient organisés en communautés confessionnelles non territoriales, appelées "nations" (millet), qui jouissaient d'une certaine autonomie pour les questions internes à la communauté, sous l'autorité de leurs chefs religieux. C'est ainsi que s'est développée la nation serbe, avec une forte conscience de son unité, définie par l'appartenance à l'orthodoxie.

La société bosniaque apparaît alors structurée par les appartenances communautaires : les millets déterminent non seulement un certain nombre de questions d'ordre juridique (régimes fiscaux et juridictions propres à chaque millet) mais correspondent aussi, dans les villes, à certains quartiers (mahala) et à certaines corporations (esnaf).

Dans les campagnes, ils recouvrent largement des oppositions socio-économiques.

L'institutionnalisation tardive des millets s'insère dans les efforts de modernisation et de réforme entrepris au XIX^{ème} siècle par l'Etat ottoman.

Toutefois, alors que les mouvements nationalistes d'Europe orientale placent l'Etat au centre de l'ordre politique, les mobilisations communautaires que connaît la Bosnie-Herzégovine à la même époque cherchent à le tenir en distance : l'insurrection des féodaux musulmans contre les réformes ottomanes, en 1831, comme celle des paysans serbes d'Herzégovine contre l'impôt, en 1875, s'opposent en fait au renforcement du rôle de l'Etat.

La constitution, suite à l'occupation austro-hongroise en 1878, d'un appareil d'Etat moderne en Bosnie-Herzégovine représente une rupture essentielle.

Mais l'introduction du parlementarisme va de pair, lui aussi, avec l'institutionnalisation du communautarisme.

Pourquoi donc cette permanence des identités communautaires ?

En fait, au XIX^{ème} siècle, quand est apparu le sentiment national moderne, il ne s'est développé que progressivement chez les Slaves du sud.

Jusque là, des noms tels que "Serbes", "Croates", "Bosniaques" avaient été employés de façon plus ou moins aléatoire. Mais chez tous le sentiment d'appartenance confessionnelle était très fort.

Les tentatives de créer une conscience nationale "laïque", indépendante du fait religieux, comme dans la plupart des pays occidentaux, se sont heurtées à l'identification, très forte depuis longtemps, entre "Serbe" et "orthodoxe".

C'est ainsi que, de proche en proche, les autres confessions ont été amenées à se différencier elles aussi.

Les catholiques s'étaient depuis toujours identifiés comme "Croates" dans le "royaume de Croatie-Slavonie" soumis à l'Autriche et cette identification gagne définitivement ceux de Bosnie au XIXe siècle.

Les Slaves musulmans, qui s'identifiaient jusque-là comme "Turcs", bien que ne parlant pas turc, conservent et développent le sentiment très vif de leur particularité : ni Serbes ni Croates. C'est seulement en 1968 qu'ils se voient reconnaître par le régime titiste le statut de "peuple", sous le nom de "Musulmans" (avec une majuscule).

Dans cette décision, le choix du terme est malheureux car il est source de confusion : aucun autre peuple n'est désigné simplement par le nom de sa religion. Il aurait mieux fallu dire "Bosniaques".

Dans les débuts du titisme, l'islam avait été persécuté au même titre que les autres confessions. Mais dès les années 60, la politique de non-alignement avait amené la Yougoslavie à se rapprocher de la plupart des pays musulmans. Tito avait alors cherché à utiliser l'islam yougoslave comme instrument de propagande dans ce rapprochement. L'islam avait donc bénéficié d'une plus grande tolérance, les contacts des musulmans yougoslaves avec ceux du Moyen-Orient avaient été encouragés, la construction ou l'embellissement des mosquées avaient été financés par ces pays.

C'est ainsi qu'au XXème siècle, à l'intérieur du domaine linguistique serbo-croate, la coïncidence entre sentiment d'identité nationale et appartenance confessionnelle est devenue totale.

Appartenance confessionnelle et non pas foi religieuse. Chaque individu se trouve lié, par sa naissance, à une communauté héréditaire qui se définit par son lien avec une confession religieuse, mais cela n'a rien à voir avec l'engagement religieux personnel.

Les deux Eglises chrétiennes ainsi que la communauté religieuse musulmane, sortent de quarante-cinq années de communisme au cours desquelles, surtout au début, étaient réprimées à la fois la religion et les différentes manifestations jugées nationalistes.

Les années 80 virent comme un retour en force de ces Eglises, dans une sorte de connivence avec les peuples auxquels chacun était lié.

On assista alors à des manifestations de puissance des Eglises.

Ce "retour du religieux" est un phénomène général dans l'Europe post-communiste. Il est un des aspects de la reconquête de la mémoire, occultée par les années de communisme.

Le peuple serbe est celui chez lequel le lien entre l'Eglise et la nation est le plus fort.

Ils sont les seuls à posséder une Eglise officiellement nationale, autocéphale, alors que le catholicisme et l'islam sont des religions universalistes. En outre, ces deux dernières religions étaient précisément les confessions dominantes des anciens empires, ottoman et autrichien.

L'identité bosniaque quant à elle est plus incluante, moins exclusive, mais aussi moins solidement façonnée que celle des Croates ou des Serbes.

Nostalgiques de la Yougoslavie, les Bosniaques, éternels titistes, pensent souvent plus en yougoslaves qu'en bosniaques.

Les différentes couches religieuses et culturelles que l'Histoire a déposées sur cette terre très montagneuse, plus proche d'un no man's land que d'une terre de rencontres, ont semblé fusionner les unes dans les autres : le produit de ces mélanges est une identité assez souple, plus tendre.

Mais l'identité bosniaque s'est affermie sous le régime du maréchal Tito.

Les bosniaques se trouvaient face à des Croates qui voulaient en faire de fidèles compatriotes croates et des Serbes qui les qualifiaient de "traîtres historiques".

Tito tentera de remédier à ces risques d'assimilation non désirée en créant les Musulmans (la nationalité) se différenciant des musulmans (la religion).

C'est pourquoi, il est fascinant de constater à quel point la croyance en "l'ascendance bogomile" de l'islam bosniaque est puissamment enfouie dans l'esprit de nombreux Bosniaques : lorsque ceux-ci dissertent sur la prétendue origine bogomile de leur religion, qui constitue le seul socle identitaire dont ils disposent pour se démarquer des Croates et des Serbes, ils sont étonnement prolifiques.

En fait, l'Eglise bosniaque ne fut ni bogomile, ni manichéenne, ni cathare : elle acceptait, au contraire des bogomiles, l'omniprésence de Dieu, la Trinité, la croix, le culte des saints, l'art religieux et une partie de l'Ancien Testament.

Les bogomiles n'allaient pas à la messe, condamnaient les établissements monastiques, ne mangeaient pas de viande ni ne buvaient pas vin et refusaient de se référer au calendrier des saints. Les Bosniaques faisaient, eux, également le contraire.

Mais les mythes, quand il s'agit de fortifier un sentiment identitaire, sont, ô combien, résistants.

En dépit de l'existence, au-delà des clivages confessionnels, d'une histoire, d'une société et d'une identité bosniaques, qui constituaient autant de raisons objectives à l'apparition d'une nation bosniaque, il faut bien reconnaître que cette nation ne parvint pas à prendre corps.

Il manquait à cela une condition essentielle : l'existence d'un nationalisme bosniaque qui fut en mesure de se transformer en mouvement politique et d'acquérir un soutien de masse. Seul un tel nationalisme eût été à même de conduire le plus grand nombre à reconnaître la nation bosniaque comme une évidence qui s'imposait à eux.

Nous savons que le nationalisme est un phénomène typiquement moderne. Or, les Bosniaques ne furent pas tous entraînés en même temps dans la modernité : les musulmans y suivirent les orthodoxes et les catholiques avec plusieurs décennies de retard.

On comprend pourquoi le nationalisme bosniaque ne put trouver de terrain favorable à son développement et pourquoi les chrétiens, plus précocement confrontés au questionnement identitaire que leurs compatriotes de nationalité musulmane, choisirent d'y répondre séparément en usant des éléments fournis par leurs coreligionnaires des Etats voisins.

C'est à l'action des élites qu'on le doit, les élites catholiques (les franciscains) et orthodoxe (les commerçants) étant par nature plus ouvertes sur l'Occident et plus enclines au changement que les élites musulmanes.

Le nationalisme musulman, qui a lui aussi utilisé la religion comme marqueur identitaire, est désormais une réalité et cette réalité traduit l'ancrage des Bosniaques islamisés à la modernité. L'appropriation, ces dernières années, par les Musulmans du nom bosniaque, la revendication et l'exercice d'un monopole politique au sein de chacune des entités entre lesquelles se partage aujourd'hui le territoire de la Bosnie-Herzégovine par le nationalisme confessionnel laissent-ils un espace vacant pour un nationalisme bosnien, rassemblant les trois communautés?

C'est la guerre de 1992-1995 qui a apporté, sur ce point une réponse sans ambiguïté et a fortement compromis, même après le retour de la paix, l'expression d'un authentique sentiment national, dégagé du confessionnalisme.

2. LE CONFLIT DE 1992-1995 ET LES EVOLUTIONS RECENTES : L'ECHEC DE LA VISION PUREMENT VOLONTARISTE DE CONSTITUTION D'UNE NATION

La guerre de 1992-1995 en Bosnie-Herzégovine ne peut être comprise si elle est lue avec le seul prisme de l'identité nationale ; d'autres explications doivent être avancées pour en interpréter les causes.

Mais depuis la fin du conflit et après la signature des accords de paix, les évolutions récentes ne semblent guère favorables à l'expression d'une identité nationale.

2.1. Une analyse des causes du déchirement bosniaque et de leur lien avec l'identité nationale

L'homogénéité culturelle de la Bosnie-Herzégovine est une des raisons cachées du conflit qui a ensanglanté le pays.

Le nationalisme agressif qui a germé en Serbie dans les années 80 est à l'origine de l'attaque militaire perpétrée par le camp serbe contre la Bosnie : c'est la cause externe du conflit.

La quête identitaire frénétique de chaque communauté du pays est une cause interne de la guerre, qui ne fut ni ethnique ni religieuse mais identitaire.

Un terreau culturel commun, centré sur le komsiluk a été déchiré par des aspirations identitaires centripètes exprimées par les poussées nationalistes serbes, croates et musulmanes.

Il s'agit de faire appel à l'histoire de façon sélective pour réactiver la mémoire, individuelle et collective, et consolider l'identité communautaire, elle-même dorénavant charpentée par une "langue propre", au particularisme bien exagéré.

De ce fait, parmi les causes immédiates de cette guerre, il paraît aisé de discerner une cause politique (l'impossibilité de réformer les institutions yougoslaves devait conduire à la

pure et simple désintégration de celle-ci), une cause économique (l'appauvrissement spectaculaire des Yougoslaves les poussa à chercher des solutions radicales aux maux qui les frappent) et une cause géostratégique liée à la perception qu'avaient de la Bosnie-Herzégovine et de sa place dans l'ensemble balkanique tant les différentes sensibilités politiques yougoslaves et bosniaques que les puissances étrangères.

Ensemble réunies, elles n'auraient cependant pas suffi à provoquer la guerre s'il ne s'était manifesté aussi la volonté que la guerre éclate et qu'elle se prolonge jusqu'à l'accomplissement de certains buts.

2.1.1. La responsabilité de Belgrade et de Zagreb :

La politique serbe et croate vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine étaient à la fois claires et convergentes : elles visaient purement et simplement à la partager entre leur deux pays.

Tudjman et Milosevic s'étaient déjà rencontrés en février 1992 pour en convenir.

Milosevic pouvait ainsi s'assurer de la neutralité croate dans l'éventualité d'une intervention militaire en Bosnie et de renforcer ainsi la position de ses alliés dans cette république et, par conséquent dans la Croatie voisine. Il lui permettait en même temps de se jouer de Tudjman et de lui ôter par avance, en rendant cet arrangement public, l'aura de victime que l'agression de l'armée yougoslave contre la Croatie aurait pu lui donner quelques mois plus tard.

Du côté de Tudjman, un tel arrangement s'explique par un parti-pris anti-musulman très clair et par l'énorme influence qu'exerçait sur le président croate le lobby herzégovinien. Nombre d'émigrés croates étaient originaires d'Herzégovine occidentale. Installés pour la plupart d'entre eux en Amérique du Nord et en Australie, ils avaient contribué d'une manière décisive, notamment par l'appui financier qu'ils lui avaient apporté, à la victoire du H.D.Z. en Croatie. Tudjman les en remercia en nommant l'un des leurs ministre de la Défense et en tentant par tous les moyens possibles d'annexer, conformément à leur vœu, leur terre d'origine à la Croatie.

2.1.2. La responsabilité de l'armée yougoslave :

Les pressions politiques exercées par Belgrade et Zagreb sur le S.D.S. et le H.D.Z. bosniaques, puis à travers eux, sur la Bosnie-Herzégovine, se doublèrent de pressions militaires qui se limitèrent tout d'abord à des incursions sur le sol bosniaque, prirent ensuite la forme d'une occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'armée yougoslave, alliée de Belgrade, et, enfin, celle d'une agression caractérisée visant à annexer de facto la plus grande partie de la Bosnie-Herzégovine à la Serbie et à la Croatie.

L'armée yougoslave, aux ordres de la présidence serbo-monténégrine, fut donc pour beaucoup dans la radicalisation des Serbes bosniaques, et les premiers actes de guerre –ainsi que les premiers crimes de guerre- commis en Bosnie lui sont imputables.

2.1.3. La responsabilité de Sarajevo :

Dans leur manifeste du 10 juin 1991 en faveur d'une Bosnie-Herzégovine souveraine et indivisible les dirigeants du SDA se montraient résolus à lutter pour une Bosnie qui serait "la patrie de tous les Musulmans yougoslaves".

Le SDA avait ainsi à cœur de défendre non seulement les Musulmans de Bosnie-Herzégovine mais aussi ceux du Sandjak partagé entre la Serbie et le Monténégro, du Kosovo, voire de Macédoine en leur garantissant ainsi une sorte de foyer national.

Cela ne pouvait que légitimer par contrecoup les revendications grand-serbes formulées en Bosnie-Herzégovine. De plus, une telle démarche faisait planer une réelle menace sur les communautés serbes et croates du pays, déjà largement distancées numériquement par les Musulmans locaux et qu'un afflux de Musulmans venus d'autres républiques aurait fini par marginaliser complètement.

Par ailleurs, l'un des principaux reproches encourus par le SDA est, sinon d'avoir voulu la guerre, du moins de n'avoir rien fait, à partir de l'été 1991, pour l'éviter, sans pour autant se donner les moyens de la gagner.

Quand la guerre commença, les forces armées bosniaques se trouvaient réduites à la plus simple expression : quelques milliers d'hommes dépourvus d'état-major ou d'armement lourd, entièrement dépendants pour leur approvisionnement du bon vouloir croate. Izetbegovic avait

eu la naïveté de croire que les puissances occidentales voleraient au secours de la Bosnie comme elles avaient orchestrées la reconquête du Koweït lors de la guerre du Golfe en 1991.

De plus, placé devant le fait accompli d'un partage de la Bosnie, le SDA prit à tâche d'y construire son Etat. Dans un geste symbolique, il rebaptisa en septembre 1993 du nom de Bosniaques les Musulmans, manifestant ainsi qu'il entendait s'appropriier l'héritage bosniaque, en particulier celui de la Bosnie ottomane et en écartant les non musulmans. Puis s'opéra une progressive "islamisation" de l'Etat et de l'armée. Le 3 août 1995, les députés bosniaques votèrent un amendement à la constitution qui enlevait à la présidence collégiale le droit d'élire le président de la république et transférait ce droit au parlement dominé par le SDA, permettant ainsi aux Musulmans de conserver ce poste entre leurs mains.

Même si l'on ne peut conclure à l'émergence d'un Etat islamique, ces diverses mesures ne pouvaient que susciter des craintes auprès de ceux qui n'en bénéficiaient pas.

2.1.4. La responsabilité des nations occidentales :

Pendant tout le temps que dura la guerre en Bosnie-Herzégovine, les principales puissances occidentales manifestèrent un certain nombre de réticences à prendre clairement position, qui ne peuvent être interprétées que comme un soutien implicite à l'effort de guerre serbe : réticence à reconnaître les nouveaux Etats nés de l'éclatement de la Fédération yougoslave, réticence à déployer des forces d'interposition entre les belligérants puis à leur permettre de remplir effectivement leur mission, réticence à désigner l'agresseur, réticence à prendre des sanctions à son encontre puis à les maintenir.

Cette propension à l'inaction aurait cependant été de peu d'importance si par ailleurs les Occidentaux n'avaient lourdement pesé sur l'évolution du conflit en imposant un embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie, dont les Croates et les Musulmans ainsi placés dans l'incapacité de résister à la pression militaire serbo-yougoslave firent seuls les frais, et en imposant aux Bosniaques, selon toute vraisemblance contre le vœu d'une majorité d'entre eux, la partition de leur Etat.

L'ancien secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, s'opposa au déploiement préventif des forces de l'ONU en Bosnie, réclamé dès la fin 1991 par le président Izetbegovic (seule mesure qui aurait pu dissuader l'extension du conflit en Bosnie).

A l'origine, pendant la première année de guerre, la FORPRONU rencontra d'importantes difficultés dans l'exercice de son double rôle qui était de séparer les combattants et de veiller à la protection des populations civiles. Il apparut rapidement que, loin de soulager les souffrances de ces dernières, elle ne fit, dans bien des cas, que les accentuer en participant au blocus de Sarajevo et des autres villes décrétées "zones de sécurité" et en gênant les tentatives de l'armée bosniaque ayant pour but de desserrer l'étau serbe.

Le comportement de la FORPRONU au moment de l'ultime offensive sur Srebrenica lui fit définitivement perdre ce qui lui restait de crédibilité. Devant la poussée serbe, le bataillon néerlandais chargé d'assurer la protection de la ville, se retira dans son cantonnement et abandonna la population civile à son sort.

De fait, la FORPRONU ne répondit presque jamais aux provocations armées qui la visaient et qui coûtèrent pourtant la vie à certains de ses soldats. Il faudra attendre la fin du mois d'août 1995, la chute de Srebrenica et de Zepa et un nouveau massacre de civils sarajéviens, fauchés par des obus de mortiers serbes, pour que l'aviation de l'OTAN, à laquelle le Conseil de sécurité avait pourtant donné dès 1993 la possibilité de sévir en cas de violation des résolutions prises, et l'artillerie lourde de la Force de réaction rapide, créée peu auparavant, pilonnent massivement les positions tenues par les Serbes et pour que les Nations-Unies se décident ainsi à contraindre ces derniers au respect des dites résolutions.

Dès avant son indépendance, la Bosnie-Herzégovine ne se vit pas offrir par les divers médiateurs d'autre alternative à l'affrontement armé, à venir ou en cours, que la partition.

Le plan Cutilheiro (mars 1992) proposait de diviser le pays en cantons "ethniques", le plan Vance-Owen (janvier 1993) en dix provinces et le plan Owen-Stoltenberg (juillet 1993) en trois républiques musulmane, serbe et croate, le plan du groupe de contact (juillet 1994) et les accords de Dayton (novembre 1995) en une Fédération croato-musulmane et une République serbe.

Ces plans consacraient tous le fait accompli du "nettoyage ethnique" et de l'annexion à la Serbie et à la Croatie de la plus grande partie de cet Etat dont ne subsistaient plus que quelques vestiges. Ils s'avérèrent aussi peu propices à désamorcer le conflit que l'embargo sur les armes. Ce dernier, à cause du déséquilibre des forces qu'il entretenait, encouragea l'intransigeance serbe tout autant que l'esprit de revanche bosniaque. De leur côté, les plans de paix aiguisèrent, si besoin était, les appétits territoriaux des belligérants : celui mis au point par Vance et Owen, par exemple, ajouta au conflit existant, qu'il avait pour ambition de

stopper, un autre conflit quand les Croates prétendirent prendre possession par la force de la totalité des territoires qui leur avaient été attribués.

Le parti-pris pro-serbe des Occidentaux, manifeste dans leur volonté de ménager Milosevic, peut s'expliquer de diverses manières.

L'idée selon laquelle la disparition d'une entité multinationale telle que la Yougoslavie constituait une régression a joué, au détriment des républiques sécessionnistes et au profit des Serbes, considérés à tort comme les défenseurs de la Yougoslavie, un rôle non négligeable.

Il faut y ajouter l'intention, particulièrement affirmée dans certains cercles de pouvoir en France, de sauvegarder, grâce au maintien de la Yougoslavie ou à celui de l'hégémonie serbe sur la plus grande partie de l'ex-Yougoslavie, les acquis de la Seconde et, surtout, de la Première Guerre mondiale et de contenir ainsi la poussée allemande vers les Balkans. Cette poussée allemande s'illustre particulièrement par l'influence forte, notamment économique, exercée par l'Allemagne sur la Slovénie et la Croatie, réveillant ainsi de vieux démons issus des deux conflits mondiaux. L'Allemagne a d'ailleurs été le premier Etat de L'Union Européenne à reconnaître les deux nouvelles républiques, donnant par là même un signal politique fort du renouveau de son influence en Europe de l'Est.

Germanophobie et serbophilie étaient ici indissociables, l'une et l'autre s'appuyant sur l'évocation de la fraternité d'armes serbo-occidentale en 1914-1918 et 1941-1945 et d'une commune hostilité au pangermanisme.

Par ailleurs, le préjugé culturel identifiant l'islam dans son ensemble à l'islamisme, préjugé largement répandu dans les milieux dirigeants occidentaux, s'avéra extrêmement nuisible à la cause bosniaque et, par contre-coup, profitable aux Serbes, d'autant qu'il entraînait en résonance avec les thèses formulées en Amérique du Nord sur le "choc des civilisations".

2.1.5. L'instrumentalisation de la religion et l'identité "traumatique"

Comment alors, analyser, au final, la guerre en Bosnie-Herzégovine ?

Ce ne fut pas une guerre ethnique puisque les Serbes, les Croates, les Musulmans de Bosnie-Herzégovine et du Sandjak, les Monténégrins, participent de la même ethnie. Ils parlent tous la même langue. Tout au plus peut-on considérer qu'ils se répartissent en "sous-ethnies" différentes en fonction des dialectes ou des variantes de la langue serbo-croate dont ils usent.

De même, il faut se rendre à l'évidence : l'enjeu du conflit bosniaque n'était nullement religieux. On n'assista pas durant ce conflit au déclenchement d'une croisade, ou de trois croisades simultanées, et il ne saurait être question de confondre le confessionnalisme qui était à l'œuvre avec une forme quelconque de fondamentalisme.

Les tenants du confessionnalisme n'envisagent pas que le religieux puisse outrepasser la fonction symbolique qui lui est dévolue et investir le champ du politique.

Ils se prononcent, en effet, en faveur d'un Etat séculier dans lequel la citoyenneté et l'appartenance confessionnelle coïnciderait. D'autre part, ils ne manifestent aucun intérêt pour la conversion massive des autres confessions auxquels ils consentent dans le meilleur des cas le statut de minorité nationale ou qu'ils souhaitent purement et simplement voir disparaître de leur Etat.

Il semble donc difficile de percevoir la nature exacte du conflit bosniaque. Une certitude s'impose toutefois : il s'agit d'un conflit identitaire puisque c'est l'identité de ses protagonistes qui se trouve en cause.

L'identité objective constituée par la langue, l'alimentation et la vêtue, les diverses expressions de la sociabilité populaire telles que les chants et les danses, les jeux et les fêtes... est commune aux Musulmans, aux Serbes et aux Croates bosniaques à quelques nuances près, des nuances langagières, alimentaires et vestimentaires, qui échappent souvent aux étrangers, mais pas aux intéressés eux-mêmes pour lesquels elles constituent de véritables "marqueurs identitaires".

L'identité subjective, elle, qui inclut le nom et l'origine mythique du groupe, est bien évidemment celle que le groupe s'est choisie : nous avons vu qu'au XIX^e siècle, les

orthodoxes de Bosnie-Herzégovine se sont affirmés serbes, les catholiques croates, alors qu'ils possédaient le même dialecte, la même culture et la même histoire que leurs compatriotes des autres confessions.

Les Bosniaques musulmans mirent, eux, au point une véritable stratégie identitaire, acceptant de s'identifier aux Croates et aux serbes selon le profit qu'ils pouvaient en tirer.

Par ailleurs, cette identité subjective s'est trouvée renforcée par une identité traumatique se présentant comme le produit des vicissitudes et des blessures de l'histoire, réelle ou imaginaire.

Ainsi, l'identité serbe est-elle fortement marquée par la défaite de Kosovo, l'oppression ottomane et la parenthèse oustachie, au point que ces événements ou ces périodes historiques paraissent aujourd'hui conditionner le comportement politique d'une grande partie, peut-être même d'une majorité de Serbes, et expliquer tant le déclenchement du conflit bosniaque que le tour particulièrement atroce qu'il a pris.

A vrai dire, chacune des nationalités ou des confessions représentées en Bosnie-Herzégovine s'est vu infliger, à partir de la fin des années 1980 surtout, le rappel incessant des atrocités, du génocide dont elle aurait été victime au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le souvenir de l'extermination des leurs à Josenovac a fini par occuper dans la mémoire collective des Serbes une place considérable. Il en est allé de même, quoique dans une moindre mesure, chez les Croates et les Musulmans, avec le souvenir des exécutions massives de Bleiburg et des "marches de la mort" qui leur ont succédé, ou celui de l'égorgeage systématique des civils de Foca occupé par les tchetniks.

Cette identité traumatique, née dans bien des cas d'une négation paroxystique de leur identité (poussée jusqu'à la volonté d'extermination) par les autres, conjuguée au parti pris en faveur de la nation serbe, croate et musulmane constitutif d'une l'identité subjective, a supplanté, ou du moins occulté les autres facettes de l'identité collective des populations locales, et suscité, notamment chez les Serbes, l'apparition d'une "logique victimaire".

Le sentiment d'être foncièrement victime permet l'économie de toute culpabilité et l'état de perpétuelle "légitime défense" permet de justifier la gravité de toutes les exactions.

En contradiction absolue avec la citoyenneté, il est sans doute la principale explication de la guerre de 1992-1995 en Bosnie.

2.2. Les suites du conflit et les évolutions récentes : un diagnostic plutôt pessimiste

Les suites de la guerre, l'analyse des accords de paix et les évolutions récentes incitent à un diagnostic plutôt pessimiste sur les chances de développement d'une conscience et d'une cohésion nationales, même si quelques facteurs restent porteurs d'avenir sur le long terme.

2.2.1. L'impossible émergence d'une citoyenneté "bosnienne"

La Bosnie-Herzégovine est un pays qui a été perpétuellement occupé : aujourd'hui, après les accords de Dayton de 1995, le protectorat de la communauté internationale ne fait que prendre le relais du régime d'assistanat titiste, du statut austro-hongrois et de la domination ottomane.

Les accords de Dayton sont viscéralement illogiques en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine. La contradiction est sans doute le fruit de la mécanique du compromis : d'un côté, les accords acceptent le statu quo des lignes de partage territorial sur une "base ethnique", lignes imposées par la force militaire ; de l'autre, ils veulent protéger et restaurer le caractère dit multiethnique de la Bosnie-Herzégovine.

D'où cette idée de citoyenneté bosnienne avancée par les représentants de la communauté internationale.

La citoyenneté bosnienne chapeauterait les deux entités et ferait le lien juridique et politique entre les trois nationalités : un habitant de Bosnie-Herzégovine serait par exemple de citoyenneté bosnienne et de nationalité serbe.

La citoyenneté bosnienne apaiserait le nationalisme de chaque communauté; le lien juridique désamorçant les frontières communautaires.

Mais cette construction risque de ne rester qu'un vœu pieux.

Certes, la grande supériorité des accords de Dayton réside dans le fait que toutes les parties au conflit ont été contraintes de les signer et que les combats se sont effectivement arrêtés. Pour chacun des plans de paix précédents, la communauté internationale avait compté sur des méthodes dites "politiques" pour obtenir leur signature et elle avait échoué.

Mais la communauté internationale est placée depuis le début devant un dilemme : le maintien de l'unité d'une Bosnie multinationale voulue par les Bosniaques ou son partage sur des bases ethniques, recherché par les Serbes et les Croates. Elle n'a pas fait autre chose que de proposer un compromis entre ces deux projets.

Tous les plans de paix successifs proposaient, sous le nom de "fédération", "confédération" ou "union" entre des "cantons", "provinces", "républiques" ou "entités" un système où l'Etat de Bosnie-Herzégovine était conservé en théorie, mais où la réalité du pouvoir appartenait à des subdivisions à base ethnique.

L'accord de Dayton perpétue cette tradition. Sur le plan des principes, il va beaucoup plus loin vers la séparation ethnique que le plan Vance-Owen de 1993.

Il comporte des clauses instituant le partage entre deux "entités", avec de grands pouvoirs données à celles-ci, puisqu'elles conservent leurs polices et leurs armées, éléments essentiels de souveraineté. Et ces clauses sont facilement applicables, puisque, sauf quelques points de détail, elles ne font que consacrer le statu quo.

D'autres clauses prévoient des institutions communes à toute la Bosnie. Celles-ci ne peuvent être mises en place que progressivement et leur efficacité dépendra du bon vouloir des parties qui est loin d'être assuré.

L'accord prévoit aussi le retour des réfugiés chez eux, clause essentielle qui, si elle était appliquée, rétablirait la cohabitation des ethnies qui existait avant la guerre.

2.2.2. L'exemple de Sarajevo

Pour ce qui concerne Sarajevo, la réunification a été permise par les accords, évitant ainsi le partage (comme à Berlin ou Jérusalem) d'une grande ville. C'était à la fois une condition de la viabilité d'une des deux entités (partage) et un test de la possibilité de coexistence des populations d'ethnie différente (unité).

Sur le premier point, il s'agit d'un succès puisque les Bosniaques ont récupéré leur ville mais, en revanche, le second point est un échec complet. Les serbes ont, en effet, réussi à organiser l'évacuation presque complète, par la population serbe, des quartiers qu'ils occupaient jusque là, en multipliant les pressions physiques et les menaces contre ceux qui auraient voulu rester.

Ainsi la réunification de la ville n'a pas été un signal d'unité, elle s'est au contraire accompagnée d'un phénomène d'"auto-épuration ethnique", destiné à mettre en évidence le refus absolu de toute coexistence.

En conséquence, certaines des clauses de Dayton qui tendent au partage sont d'application immédiate et leur réalité ne fait aucun doute. En revanche, celles qui tendent à l'unité sont d'application lointaine et, comme on le verra ultérieurement, elles risquent d'être fictives.

Mais l'impossibilité d'une citoyenneté et d'une nation bosniennes ainsi que d'un amour de la patrie s'explique par les enjeux de mémoire qui bouillonnent en Bosnie-Herzégovine et l'inexistence d'un ennemi commun potentiel aux trois communautés.

Trois communautés (serbe, croate et bosniaque), deux entités constituées différemment (une République serbe centralisée et une Fédération croato-musulmane plus souple) et, en théorie du moins, un seul pays unitaire : tel est le panorama bosnien.

On peut dès lors s'interroger à bon droit sur son avenir.

La Bosnie-Herzégovine n'est-elle pas condamnée à un effritement communautaire, à une dislocation irrémédiable sous les morsures du venin nationaliste ?

On examinera les aspects politiques, économiques et le poids de la mémoire afin d'analyser si l'édification d'une conscience nationale est aujourd'hui plausible.

2.2.3. Un révélateur politique : l'analyse du résultat des élections d'octobre 2002

Sur le plan politique, d'abord, il faut bien avouer que le constat n'est pas favorable et que le résultat des urnes ne fait que consolider le communautarisme établi.

Sept ans après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, les élections présidentielle, législatives et cantonales organisées d'un bloc le 6 octobre 2002, ont été marquées par une nouvelle victoire des partis nationalistes.

Aucun parti n'ayant obtenu la majorité, le pays aux institutions très complexes devrait à nouveau être gouverné par des coalitions, souvent fragiles.

La présidence collégiale a, quant à elle, été gagnée par les trois candidats nationalistes, le Musulman Sulejman Tihic (Parti d'action démocratique, SDA), le Serbe Mirko Sarovic (Parti démocratique serbe, SDS), et le Croate Dragan Covic (Communauté démocratique croate,

HDZ). Le SDS et le HDZ sont arrivés largement en tête dans les territoires que leurs forces ont conquis durant le conflit, avec l'aide respective de la Serbie et de la Croatie. En Bosnie "républicaine", majoritairement peuplée de musulmans, les sociaux-démocrates (multi-ethniques) soutenus par la communauté internationale ne sont pas parvenus, en deux ans de pouvoir, à convaincre la population que les divisions ethniques étaient un obstacle au redressement économique.

Sous leur conduite, pourtant, la discipline budgétaire et financière a été renforcée et les prélèvements fiscaux ont été réduits de près d'un tiers par rapport à leur niveau d'il y a deux ans. De plus, le système bancaire s'est remis progressivement en place. Les réserves en devises ont doublé au cours des douze derniers mois et les dépôts dans les comptes d'épargne ont été multipliés par cinq.

2.2.4. La situation économique actuelle

Et d'ailleurs, sur le plan économique également, il faut bien reconnaître que la situation est tout aussi préoccupante alors même que le maintien d'une économie de pénurie ne peut qu'aviver les forces nationalistes comme elle avait en partie créé les tensions communautaires après la chute du communisme.

La Bosnie-Herzégovine demeure un des pays les plus pauvres d'Europe malgré un aide étrangère de 5,1 milliards d'euros depuis la fin de la guerre. Le taux de chômage dépasse officiellement 40% de la population active et un cinquième de la population est en dessous du seuil de pauvreté.

Le poids de l'économie "grise", l'absence d'état de droit et d'une réglementation claire pour les investissements, découragent les investisseurs étrangers. D'autant que l'aide internationale diminue, même si le pays a obtenu, en mars 2002, un nouveau crédit stand-by de 100 millions d'euros.

Le bureau du nouveau Haut représentant en Bosnie, Paddy Ashdown, s'inquiète également du montant du déficit commercial (1,53 milliard d'euros) qui vient s'ajouter à sa dette internationale (2 milliards d'euros).

Il faudra attendre sans doute encore au moins huit ans avant que le pays ne retrouve son PIB d'avant-guerre.

2.2.5. Atténuer le poids de la mémoire collective

Par ailleurs, l'un des obstacles les plus difficiles à franchir pour s'extraire du communautarisme et tenter de constituer un Etat-nation unifié sera le poids de la mémoire.

Il faudra remplacer l'accusation et la peur, non par le pardon et l'oubli, ce qui semble strictement impensable, mais par le repentir et la lucidité. Cette évolution se heurte au constat que la douleur est une valeur en Bosnie, et que les différentes communautés semblent mesurer l'intérêt qu'on leur porte à l'aune des vicissitudes qu'elles ont subies.

La façon dont se construit la mémoire de la guerre revêt une importance capitale. Se polariser sur le geste meurtrier et oublier celui de protection ou d'entraide, refuser de voir la complexité d'une crise au nom de l'horreur d'une guerre, brandir les termes d'agression et de génocide comme autant d'interdiction de penser, c'est préparer les génocides de demain.

Pourtant, sur ce point également, le constat ne peut être pour le moment que pessimiste.

Le nettoyage ethnique a été pratiqué systématiquement par l'armée serbe et le Conseil de défense croate, et de façon plus ponctuelle par l'armée bosniaque et son souvenir pèsera lourd dans l'avenir et aura bien du mal à s'effacer de l'esprit de ceux qui en ont été victimes ou de leurs enfants.

Du reste, la publication régulière, par la presse bosniaque, de listes nominatives de "criminels de guerre" s'apparente également moins à une promesse de justice qu'à un instrument discret de nettoyage ethnique, interdisant tout retour à ceux dont les noms auraient, à tort ou à raison, été rendus publics.

Il est courant aujourd'hui, en Bosnie, de polémiquer pour savoir si les ancêtres des Musulmans actuels, avant leur conversion à l'islam, étaient orthodoxes (thèse serbe), catholique (thèse croate) ou bogomiles (thèse des musulmans).

Selon les deux premières thèses, les Musulmans seraient "en réalité" des Serbes (ou Croates) "islamisés". Selon la troisième, ils existeraient comme communauté distincte depuis toujours et leurs ancêtres auraient été des résistants aux persécutions des deux Eglises chrétiennes.

La Bosnie-Herzégovine réunit des peuples dont la mémoire est antagoniste : elle ne pourra survivre que si les tchetniks, les oustachis et les moudjahidin laissent la place d'honneur aux Serbes, aux Croates et aux Bosniaques. Est-ce possible ? Rien n'est moins sûr.

Par ailleurs, la belle unité de la langue serbo-croate, que nous évoquions ci-dessus comme facteur intégrateur, a été également instrumentalisée et semble ne pas avoir survécu aux affres de la guerre : les Croates de Bosnie tiennent à ce que l'étranger sache qu'ils parlent le croate et non le serbo-croate; les Serbes de Bosnie n'ont jamais pratiqué d'autre langue que le serbe qui ne présente, bien évidemment, aucune parenté avec ce "turc" que parlent les Bosniaques de Sarajevo ; et ces derniers se sont soudainement mis à parler le bosniaque.

Certains Musulmans affirment fièrement que la langue bosniaque se parlait avant cette création idéologique qu'est le serbo-croate.

Ils affirment donc qu'ils parlent trois langues différentes même s'ils n'ont toujours pas besoin, pour se comprendre, d'interprète !

Autre élément défavorable à la construction d'une identité nationale : les "cerveaux" nécessaires à la reconstruction du pays le fuient sans remords.

2.2.6. Des facteurs d'espoir existent cependant, même si leur développement est freiné par de nombreux obstacles

Mais il convient quand même de ne pas oublier que le démantèlement communautaire de la société bosniaque, s'il renforce les clientélismes et les rivalités communautaires, suscite aussi de fortes résistances en son sein.

Les médias, les organisations syndicales, les mouvements étudiants et pacifistes s'opposent à l'envahissement progressif de la vie économique, sociale et culturelle par les partis nationalistes.

Les Bosniaques sont candidement tolérants, à tout le moins la population et non les élites politiques.

Certains Bosniaques ne rejettent pas complètement, en dépit des atrocités commises, la vie commune avec les Serbes et les Croates de Bosnie.

Durant le siège de Sarajevo, les enfants bosniaques terrés dans les caves, continuaient d'apprendre l'alphabet cyrillique, pourtant outil linguistique de leur assaillants serbes.

Il reste donc, même si elles ne sont pas nombreuses, quelques pistes qui méritent d'être explorées pour s'extraire de la fatalité du communautarisme. Pour tenter de préparer l'avenir et chercher à favoriser un début d'attachement "national" après tant de déchirements, outre le

développement économique qui ne peut que contribuer à l'expansion de la classe moyenne et favoriser la démocratisation, trois domaines devront être privilégiés : la création d'une armée unique entre la Fédération croato-musulmane et la République serbe, l'éducation et les médias.

• **La création d'une armée unique en Bosnie-Herzégovine**

L'appartenance à une nation et l'affirmation de la volonté politique d'un Etat doivent se traduire par des signaux forts suscitant l'adhésion de la population, tels que la création d'une armée. La création d'une armée unique entre les deux entités de la république de Bosnie se heurte à des obstacles difficilement surmontables à l'heure actuelle, notamment la méfiance réciproque entre les forces armées de la république serbe et celles de la fédération, hier ennemies. Le cadre juridique des accords de paix reconnaît par ailleurs le droit à chacune des entités de conserver ses propres armées (12000 hommes pour la fédération croato-musulmane, 6000 hommes pour la république serbe de Bosnie). L'OSCE essaie d'œuvrer à la création de cette armée commune en favorisant la mise sur pied d'un embryon de ministère de la défense unique, et par le biais de la modernisation des forces de chacune des deux entités, dans le cadre du passage d'une armée de conscription à une armée professionnelle.

• **Le rôle des médias et de l'éducation**

Dans un pays ravagé par cinq années de guerre sans pitié, la reconstruction de la société civile et le développement d'une conscience civique ne peuvent se faire sans le soutien de médias indépendants et compétents. Dans un contexte économique difficile, il faudra que la communauté internationale participe au maintien et au développement de ceux-ci, qui doivent ne plus être seulement la caisse de résonance des partis nationalistes.

Quant à l'éducation, la réforme devra être longue et menée avec beaucoup de subtilité car on entre là dans l'intimité de mémoires collectives concurrentes. L'éducation n'est pas seulement un moyen d'acquisition des connaissances, mais aussi un vecteur de formation morale, idéologique, au service de toute organisation sociale et politique. L'enjeu est de taille : gardienne de la mémoire collective et élément essentiel, avec l'armée, de la formation de la nation, l'éducation demeure une forteresse imprenable.

Ce ne pourra donc être que sur le long terme que seront esquissées les mesures pédagogiques qui permettront de s'approprier une mémoire douloureuse.

CONCLUSION :

Aujourd'hui, la Bosnie n'est pas une nation puisqu'elle ne répond à aucun des trois critères qui permettent synthétiquement de définir celle-ci. Même si plusieurs facteurs constitutifs d'une nation existent en Bosnie, ils ont été contrecarrés par l'instrumentalisation, explicite ou implicite, de l'appartenance confessionnelle autour de laquelle s'est cristallisé le sentiment d'identité. Les événements de la première moitié du XX^{ème} siècle, puis l'ère titiste, ont consacré la faillite du sentiment national bosniaque. Le conflit de 1992-1995 a porté à leur paroxysme les haines entre les différentes communautés et a dramatiquement contribué à ancrer, au sein de chacune d'entre elles, une identité traumatique dont on voit mal comment elle pourrait s'estomper à court terme.

Il ne peut donc pas exister, à proprement parler, d'identité nationale bosniaque à l'heure actuelle.

Une nation bosniaque devrait pouvoir bénéficier d'un espace qui ne doit être trop restreint pour être politiquement viable. A cet égard, la partition du territoire en deux entités distinctes, suites au accord de Dayton, ne peut être acceptable que comme un pis-aller, adopté d'urgence pour mettre fin à la guerre mais le pays, à terme, se devra de retrouver la plénitude de son territoire.

D'autre part, la nation n'existe réellement que si elle s'accompagne d'une souveraineté qu'expriment des institutions, de l'exercice d'une vie politique et d'une réelle citoyenneté. Mais en Bosnie le blocage des rouages politiques trop complexes entre les deux entités, les difficultés économiques, l'existence d'une économie mafieuse, la faiblesse de l'Etat et de la culture démocratique, la persistance du seul discours nationaliste dans les principaux partis qui animent la vie politique ne permettent pas que s'exprime une authentique citoyenneté.

Enfin la nation, pour vivre, doit transcender les autres identités alors que la Bosnie, bien sûr durant la guerre de 1992-1995 mais jusqu'aux dernières consultations électorales n'a pu que cristalliser un communautarisme radical fondé sur l'appartenance confessionnelle.

Une Bosnie indépendante ne sera pas, comme en France, un Etat "de citoyens", c'est-à-dire un Etat-nation à la française, où les gens se définiraient uniquement comme citoyens bosniens, toute référence à l'appartenance serbe, croate ou musulmane étant écartée.

Ce serait un Etat multinational, où ces diverses communautés seraient dûment reconnues, et où les droits des unes et des autres seraient garanties par des procédures appropriées. Ne pas prendre en compte les identités ethniques, qui sont profondément ressenties par les habitants de ces pays, c'est les mutiler gravement.

Elles ne doivent pas être niées, mais devraient être appelées à cohabiter pacifiquement avec la pleine conscience de leurs différences.

Si un jour ce projet aboutit ce ne pourra être, de toutes façons, que dans le long terme.

La solution pourrait être une fédération d'un nouveau type, à condition que celle-ci ne soit pas sur une base exclusivement ethnique mais territoriale. On imagine un ensemble multinational avec des sous-ensembles dont la plupart pourraient être aussi multinationaux. Ce qui, d'une certaine manière, n'est pas sans rappeler l'ancienne formule de l'empire austro-hongrois....

La communauté internationale et plus particulièrement l'Union Européenne, encore présente en Bosnie pour de longues années, dispose de quelques leviers pour contribuer à renforcer la notion d'identité bosnienne. Elle pourra notamment subordonner la poursuite des aides financières à la concrétisation d'efforts notables de rapprochement entre les deux entités. Elle pourra elle-même favoriser ce rapprochement en aidant à la création d'une armée unique et en soutenant la reconstruction d'une identité à partir des médias et de l'éducation.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BAROLLIER Pascal, GAUTIER Xavier, Main basse sur Sarajevo, Editions N°1,
- BOUGAREL Xavier, Bosnie, anatomie d'un conflit, Editions La découverte,
- BOULANGER Philippe, La Bosnie-Herzégovine : une géopolitique de la déchirure, Editions Karthala,
- CASTELLAN Georges : Histoire des Balkans, Editions Fayard,
- CHAUPRADE Aymeric : Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire, Editions Ellipses,
- FOUGEYROLLAS Pierre, La Nation, Editions Fayard,
- GARDE Paul, Fin de siècle dans les Balkans, Editions Odile Jacob,
- GARDE Paul, Vie et mort de la Yougoslavie, Editions Fayard,
- GARDE Paul, Les Balkans, Editions Flammarion/Domino,
- MANTRAN Robert, Dir., Histoire de l'Empire ottoman, Editions Fayard,
- MUDRY Thierry, Histoire de la Bosnie-Herzégovine, Editions Ellipses,
- PLISSON Gabriel, Mourir pour Sarajevo, Editions In fine,

- POPOV Nebojsa, Dir., Radiographie d'un nationalisme, Editions de l'atelier,
- RUPNIK Jacques, De Sarajevo à Sarajevo, Editions Complexe.
- THUAL François, Géopolitique de l'orthodoxie, Editions Dunod,
- WYNAENDTS Henry, L'engrenage – chroniques yougoslaves, Editions Denoël,
- Coll., Le livre noir de l'ex-Yougoslavie, Editions Arléa.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
1. PLUSIEURS ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UNE NATION EXISTENT MAIS LE FACTEUR RELIGIEUX PERTURBE L'ECLOSION D'UNE VERITABLE CITOYENNETE.	8
1.1. Des éléments constitutifs d'une nation :.....	8
1.1.1. La géographie :	8
1.1.2. L'origine ethnique :	9
1.1.3. La langue :	11
1.1.4. Les références historiques :	11
• Le temps du ban Kulin.....	11
• L'Eglise bosniaque :	12
• L'apogée de l'Etat bosniaque médiéval et les figures de Stjepan Kotromanic et du roi Tvrtko.....	13
1.1.5. Les mythes identitaires :	14
1.1.6. Des éléments de la vie collective : mariages mixtes – pratiques culinaires	15
1.1.7. Le Komsiluk	15
1.2. Le rôle fondamental du facteur religieux et le durcissement des nationalismes identitaires à partir du XIX ème siècle.....	17
2. LE CONFLIT DE 1992-1995 ET LES EVOLUTIONS RECENTES : L'ECHEC DE LA VISION PUREMENT VOLONTARISTE DE CONSTITUTION D'UNE NATION	24
2.1. Une analyse des causes du déchirement bosniaque et de leur lien avec l'identité nationale	24
2.1.1. La responsabilité de Belgrade et de Zagreb :	25
2.1.2. La responsabilité de l'armée yougoslave :	26
2.1.3. La responsabilité de Sarajevo :	26
2.1.4. La responsabilité des nations occidentales :	27
2.1.5. L'instrumentalisation de la religion et l'identité "traumatique"	30
2.2. Les suites du conflit et les évolutions récentes : un diagnostic plutôt pessimiste.....	32
2.2.1. L'impossible émergence d'une citoyenneté "bosnienne".....	32

2.2.2.	L'exemple de Sarajevo	33
2.2.3.	Un révélateur politique : l'analyse du résultat des élections d'octobre 2002.....	34
2.2.4.	La situation économique actuelle.....	35
2.2.5.	Atténuer le poids de la mémoire collective	36
2.2.6.	Des facteurs d'espoir existent cependant, même si leur développement est freiné par de nombreux obstacles 37	
	• La création d'une armée unique en Bosnie-Herzégovine.....	38
	• Le rôle des médias et de l'éducation.....	38

CONCLUSION : 39